

Présidentielles de 2006

Yayi Boni ne peut pas être président en 2006

John AHINTOLA

Yayi Boni, président de la banque ouest africaine de développement (BOAD) a pris tout le monde en vitesse pour lancer ses hommes dans une pré-campagne redoutable. Tous les supports médiatiques sont mis à contribution alors que les conditions à remplir pour se présenter à l'élection présidentielle de 2006 ne sont pas encore totalement connues. Le camp Yayi a entrepris les grandes manœuvres électorales. Mais malgré toute l'artillerie déployée, malgré les moyens financiers, matériels et stratégiques utilisés, les populations nourrissent quelques réticences bien légitimes à l'égard de celui qui est sorti du néant, sans aucune référence politique, aucune carte de visite politique, bref aucune expérience politique et qui s'agit plus que tous les autres candidats déclarés et non déclarés réunis. On dira que Nicéphore Soglo avait été élu en 1999 alors qu'il n'avait aucune expérience politique. Mais non seulement le contexte socio-politique n'était par le même et mieux Nicéphore Soglo a dû être formé politiquement au poste de premier ministre de Kérékou pendant un an environ.

Yayi Boni n'étant pas Nicéphore Soglo, son agitation montre en réalité tout son amateurisme et sa fragilité politique. Pendant longtemps, les béninois avaient été pris au piège de l'intelligente stratégie de pré-campagne de Yayi Boni en confondant les projets de la BOAD au patrimoine de Yayi Boni. Alors que les mêmes projets réalisés ici au Bénin et fortement médiatisés sont aussi réalisés dans les autres pays de l'UEMOA. Cette confusion avait marché un temps avant que les béninois ne découvrent la réalité. Politiquement nul, Yayi Boni ne peut diriger sans conduire à un malaise général le Bénin. Seuls ceux qui ont souffert depuis 1989, dépensé pour les campagnes ; ceux qui ont rêvé pour ce peuple, ceux qui ont travaillé pour toutes les 77 commu-



Yayi Boni

nes du pays ; ceux qui participent aux différentes élections nationales depuis plus de 10 ans et qui ont une réelle connaissance des réalités sociologiques peuvent succéder au caméléon National. Ce n'est pas un chef de l'Etat qui paie les salaires des fonctionnaires comme les amis de Boni veulent faire croire, ce sont les richesses du pays et l'effort des contribuables nationaux qui permettent de subvenir aux charges de souveraineté d'un pays. Qu'est-ce que Yayi Boni peut-il apporter à notre pays ?

Son expérience économique

Il est vrai qu'après tant de temps passé à la BOAD que Yayi Boni a acquis une riche expérience économique et financière. Mais gérer une institution monétaire ou bancaire n'est pas la même chose que diriger une nation, une République qui plus est sous développée. En réalité, le Budget des institutions bancaires ou monétaires est toujours anti-économique. Instrument indispensable pour poser les jalons de la croissance, les lois financières, bancaires ou monétaires peuvent aussi et souvent s'avérer un outil aveugle de gestion économique, au service d'intérêts politiques, d'un groupe financier nationaux ou étrangers. Avec, à la clé, des conséquences négatives immédiates pour les populations. Et sans être encore président de la République,

Yayi Boni s'entoure déjà de puissants opérateurs économiques qui vont inévitablement le prendre en otage si par malheur, il devenait président de la République du Bénin. Personne n'ignore aujourd'hui que derrière Yayi Boni s'alignent de puissants et redoutables hommes d'affaire. Et beaucoup de grands imprimeurs qui vont sans partage prendre tous les marchés d'imprimerie à partir de 2006. C'est ce qui est inquiétant. Car la Nature et les critères d'intervention de très nombreux bailleurs de fonds nationaux et étrangers dans la campagne de Yayi Boni ne présagent pas d'un bon avenir pour notre pays si le président de la BOAD accédait au pouvoir. Les rôles respectifs des Tundé ou Djossou et leur apport financier au rêve présidentiel de Boni est difficile à comprendre.

Au cœur de la confusion ethnique

Absent sur le plan politique, inadapté sur le plan économique et financier, Yayi Boni se replie sur le terrain ethnique grâce à une confusion savamment entretenue. D'origine Nagot de Tchaurou, Yayi Boni se prend pour un fils Bariba. Il n'y a pas cette semaine où il ne pose un acte pour les populations du Nord qui l'ont adopté comme un frère Bariba ou Dendi. Cette « Baribarisation » et « Dendisation » avait mis Yayi Boni sur orbite de sorte que les politiciens originaires du septentrion qui se cherchaient sans se retrouver avaient fini par se ranger derrière lui croyant trouver le messie politique. Mais dimanche, Sacca Lafia, Nazaire Dossa et autre Idrissou Ibrahim regrettent leur choix précipité. Car le maire de Parakou, Rachidi Gbadamassi, la seule voix politique autorisée au Nord n'a pas mordu à l'appât. Les villes de Parakou et de Djougou ont déjà donc tourné dos à Yayi Boni. Il est nagot et non Bariba. Cette confusion ethnique se retourne contre lui aujourd'hui. Dommage.

Résultats du CEP 2005 dans le Borgou /Alibori

95,53 % de taux de réussite dans les deux départements

Pierre ALOTONGNON
(Corresp BR Septentrion)

Les résultats du Certificat d'Etude Primaire (CEP) ont été proclamés mardi dernier à la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire Secondaire (DDEPS) en présence des enseignants, des candidats et de la DDEPS M. Rémi Séko N'GOY.

Sur un total de 23348 candidats inscrits, 565 candidats sont absents et 22 306 admis soit un taux de réussite évalué à 95, 53 %. Le DDEPS a profité de cette occasion pour adresser ses vives félicitations aux candidats admis, aux enseignants et sans oublier les parents pour ces résultats très impressionnant. Selon le témoignage d'un enseignant, c'est la première fois que ce résultat est enregistré, on ne



Karimou Rafiatou, Meps.

peut pas dire que les nouveaux programmes d'études (NPE) sont bons, mais la question est de savoir si cela relate le niveau des enfants.

CONFERENCE PUBLIQUE SUR LES TELECOMMUNICATIONS

Exiger à l'Etat l'installation de l'autorité de régulation

Alain COCOU

Depuis dix ans, malgré la libéralisation du secteur télécommunication, l'Etat béninois continue de jouer le rôle de régulateur. Cette situation explique tout le désordre noté dans les télécommunications avec pour conséquence les nombreux désagréments causés aux consommateurs au niveau des prix et de la qualité des services dans ce secteur. C'est pour pallier à cette situation que la ligue pour la défense du consommateur au Bénin à travers son président Romain Abilé Houéno a initié une conférence publique sur les télécommunications dans le but d'éclairer le public sur le coût des télécommunications dans notre pays. Car selon les déclarations du président de la ligue pour la défense du consommateur, l'objectif de cette conférence publique est d'exiger à l'Etat l'installation de l'autorité de régulation. Cette institution dont l'avènement est tant attendu aussi bien des consommateurs que des partenaires au développement de notre pays.

C'est aussi à cause des lenteurs observées pour l'installation de cette institution que la ligue saisit toute l'opinion publique afin d'exiger aux autorités l'installation de cette autorité de régulation. Cette conférence publique a aussi permis à la Ligue de présenter les résultats d'une étude comparative initiée par celle-ci dans le mois de juillet 2005 sur les cartes téléphoniques (Téléplus ; Nasuba ordinaire ; Nasuba International et Dialog). Selon la Ligue, cette étude vise de façon principale à déterminer les cartes de crédits téléphoniques adéquates pour communiquer moins cher selon les destinations désirées dans le seul but d'une utilisation rationnelle et d'une gestion efficace des ressources limitées de la grande masse des consommateurs béninois dans l'attente de l'installation d'une autorité de régulation qui tarde à venir. Cette étude se propose d'évaluer le coût de la minute selon les différentes cartes de crédit téléphoniques et les destinations ; de comparer les coûts pratiqués selon les jours et les plages horaires en fonction des réseaux puis d'informer les consommateurs afin que ces derniers soient désormais plus critiques dans l'achat de carte de crédit téléphonique selon la destination visée. Au terme de cette étude, il ressort que les cartes prépayées de crédit téléphonique aussi variées qu'elles soient de nos jours au Bénin ne pratiquent absolument pas les mêmes tarifs. Selon les destinations, la ligue pour la défense du consommateur au Bénin exige que les coûts des télécommunications soient réduits et que le téléphone soit accessible à tous.



Frédéric Dohou, ministre en charge de la communication.

Session extraordinaire de la quatrième législature

La plénière de tous les dangers ce jour

(Risque d'implosion des groupes parlementaires à cause de la désignation à la CENA)

Marcel ZOUMENOU

Ce jour s'ouvre au sein de l'hémicycle à Porto-Novo la huitième session extraordinaire de la quatrième législature. De l'avis des observateurs de la vie parlementaire et de la classe politique béninoise, c'est la plénière de tous les dangers. En effet, c'est au cours de cette plénière que débutera le processus de désignation des représentants de l'Assemblée nationale pour siéger au sein de la CENA qui va organiser la présidentielle (qualifiée de fatidique) de 2006.

A quelques heures de l'ouverture de cette session, rares sont les présidents de partis politiques et des groupes parlementaires qui gardent encore toute leur sérénité. Un vent de démission surprise plane tel une épée de Damoclès sur la tête des présidents

des groupes parlementaires. La désignation des membres de l'Assemblée Nationale devant siéger à la CENA est avant tout l'affaire des groupes parlementaires. Or, on sait qu'il faut au minimum neuf (09) députés pour avoir un groupe parlementaire. Il y a actuellement au sein de l'hémicycle plusieurs groupes qui ont juste le nombre nécessaire de députés pour maintenir leur groupe. A chaque plénière ou presque, on enregistre des démissions. Si la tendance s'accroît et se poursuit le risque est grand que des groupes qui ont toujours existé, d'autres qui viennent de naître ou de renaître ne puissent se faire représenter à la CENA du fait d'une démission surprise à la dernière minute. Aucun des groupes parlementaires n'est à l'abri. C'est pourquoi les conclave sont multipliés

jusqu'à tard hier dans la nuit. La fébrilité et le stress seront perceptibles dans l'hémicycle ce jour. L'enjeu est de taille. Il faut à tout prix contrôler la CENA pour se mettre à l'abri de toute surprise née des irrégularités et des fraudes. C'est le cas des PRD formations telles que le PRD de Adrien Houngbedji, le PSD de Bruno Amoussou, le Fard Alafia de Daniel Tawéma. Par d'autres formations politiques, il faut avoir un œil dans la CENA pour défendre ses intérêts. Pour une autre catégorie, c'est l'occasion pour satisfaire des militants qui n'ont pas eu l'opportunité de bénéficier d'autres avantages liés à leur engagement dans le parti. L'enjeu est donc véritablement de taille. Normal donc que la plénière de ce jour soit qualifiée de tous les dangers. Les heures qui suivent nous édifieront.